

panorapresse.ouest-france.fr

Quatre postes d'enseignants menacés à la rentrée 2026 au lycée Ango de Dieppe

4-6 minutes

Le lycée Jehan-Ango de Dieppe ([Seine-Maritime](#)) pourrait perdre quatre postes d'enseignants à la rentrée 2026, en raison d'une baisse de 75 heures d'enseignement.



Le lycée Jehan-Ango de Dieppe ([Seine-Maritime](#)) pourrait perdre quatre postes d'enseignement à la rentrée de septembre 2026. En cause, une réduction annoncée de 75 heures d'enseignement, en dotation horaire globale, justifiée par une baisse de 25 élèves.

Si plus de 3 000 postes sont supprimés au niveau national, 25 le sont à l'échelle de l'académie de [Normandie](#) et « Ango est le lycée le plus touché », affirme Florent Bussy, professeur de philosophie et membre élu du conseil d'administration, s'exprimant au nom des personnels mobilisés.

Quatre disciplines concernées

Les suppressions concernent quatre disciplines : l'EPS, l'écogestion, la physique-chimie et l'histoire-géographie. Un enseignant de mathématiques sera par ailleurs contraint d'exercer à mi-temps dans un autre établissement.

L'annonce est intervenue une semaine avant les vacances d'hiver, lors d'une commission permanente du conseil d'administration, « un mois plus tard que d'habitude, sachant qu'on a des collègues qui vont devoir partir, regrette Florent Bussy. Dans le lot, il y a un départ à la retraite, celui du professeur d'histoire-géographie. Mais pas les autres. Dans ces cas-là, la règle c'est que ce sont toujours les derniers arrivés qui doivent partir. »

Ces derniers devront être réaffectés sur un autre poste de titulaire ou de remplacement

Une majorité d'enseignants serait, comme lui, opposée à cette baisse de dotation, qui touche « plus ou moins toutes les disciplines ». Rien qu'en philosophie, ce sont ainsi cinq heures d'enseignement qui vont disparaître, signale l'enseignant pour sa matière.

"On nous a aussi prévenus que la baisse de moyens ne nous permettra plus d'assurer les dédoublements de classe dans certaines filières" ajoute-t-il.

"Au-delà de la suppression de postes, c'est une dégradation plus large des conditions d'enseignement et de travail des élèves et un appauvrissement de l'offre de formation », résume-t-il. Au total, Florent Bussy chiffre à « 34 postes en huit ans » supprimés dans l'établissement.

Des mobilisations prévues

Pour dénoncer cette situation, les enseignants comptent se mobiliser dès la rentrée. Le 2 mars, au matin, une assemblée générale est prévue et un rassemblement sera organisé devant le lycée. « Nous avons décidé d'alerter les élèves et, à travers eux, leurs parents, pour que tout le monde soit au courant de ce qui attend le lycée l'an prochain », indique Florent Bussy.

« L'idée n'est pas de bloquer le lycée », assure-t-il, soulignant que les représentants de parents siégeant au conseil d'administration sont également mobilisés. Le lendemain, un autre rassemblement est prévu dans la matinée, alors qu'une motion de refus commune avec les représentants de parents sera présentée lors du conseil d'administration du soir.

Contacté, l'établissement n'a pas répondu à nos sollicitations. De son côté, le cabinet de la rectrice a réagi : « Comme chaque année à cette période, les services académiques et les établissements sont pleinement mobilisés dans la phase technique de préparation de la rentrée scolaire. Il s'agit d'un processus évolutif qui se construit étape par étape jusqu'en juin, et qui peut faire l'objet d'ajustements à la marge en fonction de l'évolution des effectifs. »

L'académie dit vouloir privilégier « un dialogue social constructif et serein » au sein des instances compétentes telles que le conseil d'administration, ou lors d'audiences dédiées, et ne pas souhaiter « commenter les situations individuelles d'établissements alors que le travail de concertation est en cours avec les équipes de direction et les représentants des personnels. »

De leurs côtés, [Sébastien Jumel](#), président de l'Agglomération Dieppe-Maritime, et Nicolas Langlois, maire de [Dieppe](#), ont adressé un courrier ce mardi 24 février 2026 à la rectrice de [Normandie](#). Ils seront mobilisés aux côtés de la communauté éducative le mardi 3 mars devant l'établissement, à l'heure de la rentrée du matin, pour témoigner de leur soutien.